

Confederation of British Industry
Centre Point
103 New Oxford Street
London WC1A 1DU
Telephone 01-379 7400
Telex 21332
Facsimile 01-240 1578

Director-General
John M M Banham

Secretary
Maurice Hunt



CP for J.M.
NW

Ref: 3061

4 June 1987

N L Wicks Esq CBE
Principal Private Secretary
to the Prime Minister
10 Downing Street
LONDON
SW1A 2AA

Dear Mr Wicks,

With the forthcoming Economic Summit in view, the Union of Industrial and Employers Confederations of Europe (UNICE), has prepared the attached statement which the CBI endorses.

The Prime Minister may wish to be aware that all UNICE's member organisations have been asked to draw the statement to the attention of their respective governments.

Yours sincerely

A handwritten signature in cursive script, appearing to read 'John Scates'.

JOHN SCATES
Director, International Affairs

BV/LP/nm/1.A.4

18 mai 1987

Déclaration pour le Sommet Economique Occidental de Venise

Le Sommet de Venise se déroulera dans un climat économique peu satisfaisant. La persistance de profonds déséquilibres entre les principaux pays industrialisés représente une menace considérable pour la stabilité du système commercial et financier international. Ses principales conséquences pour l'économie mondiale sont un ralentissement de la croissance économique et du commerce international, une résurgence des pressions protectionnistes et une grande instabilité en matière de taux des changes. Ces conditions ont des effets néfastes pour les activités des entreprises, en particulier parce qu'elles accroissent les risques et découragent les investissements. Elles ont également une influence négative sur la situation déjà très difficile de plusieurs pays en voie de développement.

Ces graves problèmes doivent être traités d'urgence. Les Etats-Unis, le Japon et la Communauté Européenne (qui ensemble représentent plus de la moitié du commerce mondial) jouent un rôle majeur dans l'économie mondiale et ont par conséquent une responsabilité particulière en ce qui concerne le maintien de la stabilité économique internationale et du système de commerce libre.

Dans cet esprit, les entreprises européennes font appel aux chefs d'Etat et de gouvernement réunis à Venise, pour qu'ils adoptent des mesures indiquant clairement aux marchés que des politiques responsables et concertées seront désormais mises en oeuvre pour restaurer la stabilité de l'économie internationale. Il faut à cet effet concevoir un programme d'action coordonné pour réduire largement les déséquilibres mondiaux existants, tout en maintenant une croissance économique suffisante et non inflationniste. Cette stratégie doit inclure des efforts continus afin de promouvoir l'ajustement structurel et aussi l'investissement transfrontalier.

La plupart des grands pays industrialisés occidentaux se sont réunis au niveau ministériel à Paris, à la fin de février 1987. Le communiqué du Louvre publié à l'issue de cette réunion a confirmé qu'une stabilité monétaire plus durable exigeait une coordination plus étroite entre des politiques économiques basées sur des politiques budgétaires et monétaires disciplinées et compatibles. Les entreprises européennes demandent que les intentions déclarées à Paris soient clairement reconfirmées et réalisées sans délai.

Une dépréciation continue et plus prononcée du dollar entraverait le retour à une croissance plus rapide. Elle nuirait aux principaux partenaires industriels des Etats-Unis, d'autant plus si d'autres monnaies suivaient la dépréciation du dollar. Elle mettrait également en péril les PVD dont la plupart facturent leurs exportations en dollars, et serait même en mesure de pénaliser l'économie américaine en renforçant les pressions inflationnistes. Les entreprises européennes sont vivement préoccupées par le climat qui prévaut au Congrès

Declaration for the Western Economic Summit in Venice

The Venice Summit will take place in an unsatisfactory economic climate. The persistence of profound imbalances between the major industrialised countries poses a considerable threat to the stability of the international commercial and financial system. The main consequences for the world economy are a slowdown in economic growth and international trade, a revival of protectionist pressures and greater volatility in exchange rates. These dangers have a detrimental effect on business activities, especially by increasing risks and discouraging investment. They also have a negative bearing on the already very difficult situation of several developing countries.

These serious problems must be addressed urgently. The United States, Japan and the European Community (which together account for more than half of world trade), play a major role in the world economy and consequently share a special responsibility for maintaining international economic stability and an open trading system.

With this in mind, European business appeals to the heads of State and Government meeting in Venice, to adopt measures that will give a clear indication to the markets that responsible and concerted policies will henceforth be implemented, to restore international economic stability. This requires a coordinated program of action designed to reduce substantially the existing global imbalances, while maintaining adequate levels of non-inflationary economic growth. This strategy must include continued efforts to help promote structural adjustment as well as cross-border investment.

Most of the major Western industrialised countries met at ministerial level in Paris at the end of February '87. The Louvre Communiqué issued after the meeting confirmed that a more durable monetary stability demands a closer coordination of economic policies based on the disciplined and mutually compatible budgetary and monetary policies. European business asks that the undertakings agreed upon in this respect be clearly re-confirmed and put into effect without delay.

A further bout of dollar devaluation would hinder a return to faster growth. It would harm the main industrial partners of the United States, all the more so if other currencies are following the depreciation of the dollar. It would also have a negative impact on the developing countries, most of whom quote their exports in dollars. It would also threaten the American economy by increasing inflationary pressures. European business is deeply concerned about the prevailing climate in the U.S. Congress. Its attitude towards the budget deficit appears lax, while it aims to reduce the American trade deficit by protectionist trade legislation. European business believes this is not only ineffective but dangerous. The solution to the U.S. trade deficit lie predominantly in tackling the budget deficit. In the longer term, on the other hand, there is a need for structural adjustment.

américain, dont l'attitude à l'égard du déficit budgétaire apparaît laxiste et qui semble vouloir réduire le déficit de la balance commerciale américaine par des mesures protectionnistes. Les entreprises européennes estiment que cela est non seulement inefficace mais aussi dangereux. La solution au problème du déficit commercial américain réside bien plus dans des politiques qui réduisent le déficit budgétaire. D'un autre côté, des ajustements structurels sont nécessaires à long terme.

Les mesures protectionnistes et les accords bilatéraux - qui sont contraires au GATT - déstabilisent l'économie mondiale et sont un obstacle à la liberté et la loyauté du commerce, conditions essentielles d'une croissance accrue. De plus, elles comportent le grave danger de précipiter une guerre commerciale.

Des tensions accrues mettront également en péril les chances de progrès dans les négociations multilatérales du Round d'Uruguay. Dans le même temps, le principe de "standstill" auquel on s'est engagé devrait être respecté, voire agrémenté par la conclusion et la mise en oeuvre rapide d'accords préliminaires.

Un autre source de friction entre les partenaires commerciaux mondiaux est l'énorme excédent commercial accumulé par le Japon. Rien qu'au cours des six mois écoulés, il s'est accru de 70%. Compte tenu de l'ampleur de son excédent commercial, et du caractère unique de son marché, le Japon devra être tout spécialement et de façon urgente incité à s'intégrer davantage au système économique international. Si l'on veut que des progrès substantiels soient accomplis vers un système économique international plus équilibré, le Japon devra accepter sa part du fardeau : en stimulant sa demande intérieure, en maintenant le système de commerce libre dont il a déjà beaucoup bénéficié et en renouvelant ses efforts pour ouvrir effectivement son marché aux produits étrangers, selon les modalités suggérées par le rapport Maekawa.

Les pays nouvellement industrialisés qui ont atteint un certain niveau de développement, et dont les exportations déjà très compétitives bénéficient de la faible parité du dollar, devraient à leur tour entrer progressivement dans le système réglementaire du GATT. Comme déjà mentionné, ils devraient également cesser de suivre la dépréciation du dollar, ce qui ne se justifie d'aucune manière.

Le lourd endettement des pays les moins développés constitue une autre menace pour la stabilité du système économique international. Pour ces pays, un taux de croissance plus élevé dans les pays industrialisés, joint à une réduction des taux d'intérêt et à des taux de change plus stable, représenteraient une contribution à l'allègement de leurs problèmes.

Protectionist measures and bilateral agreements - which are contrary to the General Agreement on Tariffs and Trade - destabilize the world economy and hamper free and fair trade, which is essential to higher growth. They also carry the risk of precipitating a trade war.

Heightened tensions will also jeopardize progress in the Uruguay round of multilateral negotiations. In the meantime, the standstill agreed upon should be respected and, if possible, preliminary agreements should be concluded and implemented soon.

Another source of friction between the world's trading partners, is the huge trade surplus accumulated by Japan. In the past six months alone, this has increased by 70%. Taking into consideration the magnitude of its commercial surplus and the uniqueness of its market, a special and very urgent plea must be made to Japan for greater integration in the international economic system. If any substantial progress is to be made towards a more balanced international economic system, Japan must play its part in stimulating its domestic demand and in maintaining the open trading system from which it has benefitted so much, by renewing its efforts to effectively open its domestic market to foreign products, along the lines suggested in the Maekawa Report.

The Newly Industrialised Countries that have reached a certain level of development and whose competitive exports benefit from the low parity of the dollar should, in turn, enter more fully the GATT system. As already mentioned, they should stop following the dollar depreciation as this is in no way justified.

The high level of indebtedness of the developing countries constitutes another threat to the stability of the international economic system. A higher level of growth in the industrialised countries coupled with lower interest rates and more stable exchange rates could contribute to the alleviation of these countries' problems.

Given the weak international environment, the EEC must seek to create its own conditions for higher growth. To this end, the Member States of the European Community must show greater commitment to implement and improve the Cooperative Growth Strategy. An essential element in this is the completion of the Internal Market, including a greater adaptability of capital and labour markets. At the same time, efforts to consolidate or reduce public deficits should be maintained while taking into account the special features of the economy of each Member State and the need for an overall balance. The high levels of interest rates should be reduced. This would imply lowering of inflationary expectations and of public expenditure on non productive investment. An adequate level of growth should also be safeguarded, especially by supporting productive investment and thus competitiveness, to which moderation of labour costs is particularly relevant.

Devant la médiocrité du climat international, la CEE doit chercher à créer ses propres conditions de croissance accrue. A cet effet, les Etats membres de la Communauté Européenne devront s'engager davantage en faveur de l'application et de l'amélioration de la Stratégie de Coopération pour la Croissance. Un élément essentiel de cette stratégie est l'achèvement du Marché Intérieur, y compris une meilleure adaptabilité du marché des capitaux et de celui de l'emploi. Il faudra maintenir les efforts visant à stabiliser ou à réduire les déficits publics, tout en tenant compte des caractéristiques de l'économie de chaque Etat Membre et la nécessité d'un équilibre général. Enfin, il faudra procéder à une réduction des taux d'intérêt réels trop élevés. Ceci implique la diminution des anticipations inflationnistes et des dépenses publiques consacrées aux investissements non productifs. Un taux de croissance suffisant devra être sauvegardé, en particulier grâce à l'appui accordé aux investissements productifs, donc à la compétitivité - pour laquelle la modération des coûts salariaux est particulièrement significative.

La stabilisation des taux de change et la convergence des politiques monétaires au sein de la Communauté sont essentielles. Puisque le Système Monétaire Européen peut contribuer à la réalisation de ces objectifs, il convient de le renforcer afin d'accroître la stabilité économique dans la Communauté. Cela est plus important que jamais, du fait que la situation économique actuelle exerce une forte pression sur le SME. Enfin, les membres de la Communauté Européenne devront adopter une politique commune par rapport au dollar US.

Les discussions de Venise seront consacrées en grande partie aux difficultés causées par les déséquilibres des marchés agricoles - résultant des politiques agricoles actuelles des partenaires commerciaux. Selon une étude récente de l'OCDE, la demande de produits agricoles est pratiquement stagnante, et le restera même si les prix devaient baisser. Néanmoins, l'offre continue à augmenter deux ou trois fois plus vite que les débouchés. Le rapport affirme que les politiques de soutien aux revenus par le biais de prix garantis aux producteurs sont la cause principale de la crise agricole actuelle parce qu'elles aboutissent à la production d'excédents et à des prix excessifs aux dépens des consommateurs. Ces mêmes politiques ont en outre engendré de sérieuses frictions commerciales entre les partenaires et des dommages pour les intérêts des PVD. Le progrès, si urgent et si désespérément nécessaire, peut être réalisé grâce à une réforme progressive, équilibrée et multilatéralement coordonnée des politiques agricoles. Cette réforme devrait être basée sur des réductions de l'offre liées à une réduction du soutien financier aux agriculteurs, réduction qui n'est pas en rapport direct avec la production. Pour y parvenir, il faudra une direction politique claire jointe à la détermination d'atteindre les objectifs.

L'interdépendance économique mondiale exige que les principaux partenaires coopèrent une vue d'édifier une économie mondiale équilibrée. Une étroite coordination des politiques budgétaires, monétaires et commerciales s'impose pour créer un environnement monétaire international plus stable et permettre les adaptations structurelles requises. Des politiques économiques compatibles et une action collective

Stabilization of exchange rates and convergence of monetary policies within the Community are essential. Since the European Monetary System can contribute to these aims, it must now be reinforced in view of achieving greater economic stability in the Community. This is more important than ever given the increased pressure on the EMS due to the present international economic situation. Finally, the members of the European Community must adopt a common policy vis-à-vis the U.S. dollar.

Discussions in Venice will devote much time to difficulties caused by imbalances in agricultural markets - resulting from the present agricultural policies of the trading partners. According to a recent OECD study, demand for agricultural products is virtually flat and likely to remain so even if prices fall. Yet supply is continuing to grow some two to three times faster than demand. The report claims that policies of income-support through guaranteed producer prices are the main cause of the present crisis in agriculture, leading to surplus production and excessive prices at consumers' expense. These policies have also resulted in serious trade friction among partners and damage to the interests of the developing countries. The progress so desperately and urgently needed can be found in a gradual, balanced and multilaterally coordinated reform of agricultural policies. This reform should be based on cuts in supply and in financial support for farmers, the latter not being directly related to production. For this to happen, there must be clear political leadership and determination to reach the objectives.

Global economic interdependence demands that the major partners cooperate to achieve a balanced world economy. Close coordination of budgetary, monetary and trade policies is needed to bring about a more stable international monetary environment and to permit the required structural adjustments. Compatible economic policies and collective action are prerequisites for reduction of the present imbalances. The seven participants at the Venice Summit must not simply support these principles in theory, but also take urgent and concrete actions to prove their commitment. A clear indication of their firm intention to act together will do much to restore confidence and improve the world economy.

* * *

sont des préalables à la réduction des déséquilibres actuels. Les sept participants au Sommet de Venise ne devront pas se borner à endosser ces principes en théorie, ils devront également faire la preuve de leur engagement par des actions urgentes et concrètes. Une claire indication de leur ferme intention d'agir ensemble contribuera largement à rétablir la confiance et à améliorer l'état de l'économie mondiale.
